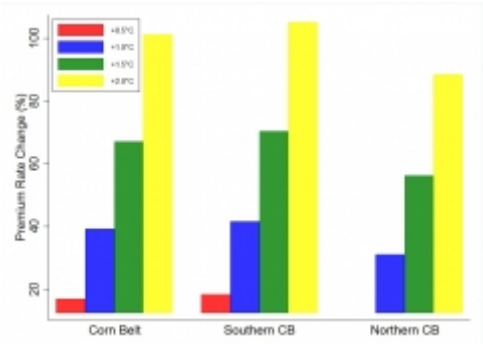
Changement climatique et renchérissement du coût des subventions aux assurances agricoles états-uniennes

12 juillet 2018

Partant du constat que l'impact du changement climatique sur le coût du subventionnement des primes d'assurances agricoles n'a pas été étudié par les économistes, une équipe de chercheurs de trois universités des États-Unis a modélisé les évolutions et la variabilité des rendements, des primes d'assurance et de leurs subventions publiques, selon différents scénarios de réchauffement global. Ils se sont intéressés à la principale assurance du maïs, première bénéficiaire des soutiens fédéraux, tout en précisant que de nombreuses autres cultures pourraient suivre les mêmes tendances. Leurs travaux, publiés dans le journal *Agricultural Economics*, mettent en évidence un accroissement important des variabilités interannuelles de rendements ainsi que des dépenses publiques.

Pour 354 *counties* producteurs de maïs, et à partir de données climatiques et agronomiques remontant aux années 1960, les chercheurs ont utilisé différents modèles de régression afin de prendre en compte les effets de prix, les changements technologiques, les conditions locales des cultures et quatre scénarios de changement climatique. Afin de se prémunir des incertitudes statistiques propres à cette analyse aux multiples dimensions, un paramètre a été intégré aux calculs pour ré-échantillonner et construire un intervalle de confiance de 95 %.

Estimations de l'évolution des primes d'assurance selon quatre scénarios climatiques (assurance du maïs, 90 % de couverture, évolution en %, pour a) la zone de production principale – *Corn Belt*, b) le Sud et c) le Nord de cette zone)



Source : Agricultural Economics

En cas de réchauffement global de 1°C, un accroissement sensible de la variabilité des rendements a été mis en évidence. Les primes d'assurance augmenteraient alors de 22 à 61 %, ce qui peut représenter, pour la moyenne de 39 %, 1,5 milliard de dollars annuels de dépenses supplémentaires pour le contribuable américain. Si le réchauffement devait atteindre 2°C, la politique coûterait près de 4 milliards en plus à l'État. Selon les auteurs, leurs travaux méritent d'être améliorés en prenant mieux en considération les stratégies d'adaptation possibles des agriculteurs, mais ils représentent une base intéressante pour étudier les politiques de soutien aux

assurances et adapter ces dernières aux risques climatiques futurs.

Alexis Grandjean, Centre d’études et de prospective

Source : *Agricultural Economics*